

Les 4 saisons de la Data
Indépendance numérique :
les solutions européennes qui changent la donne
Jeudi 3 juillet 2025

- Souveraineté : ce que disent nos membres
- Ou est le problème ?
- Avons-nous les solutions ?
- Et la cyber dans tout cela ?
- Que faut-il faire ?

- **Souveraineté : ce que disent nos membres**
- Ou est le problème ?
- Avons-nous les solutions ?
- Et la cyber dans tout cela ?
- Que faut-il faire ?

La moitié des entreprises se sent concernée par les sujets de souveraineté et de Cloud de Confiance.



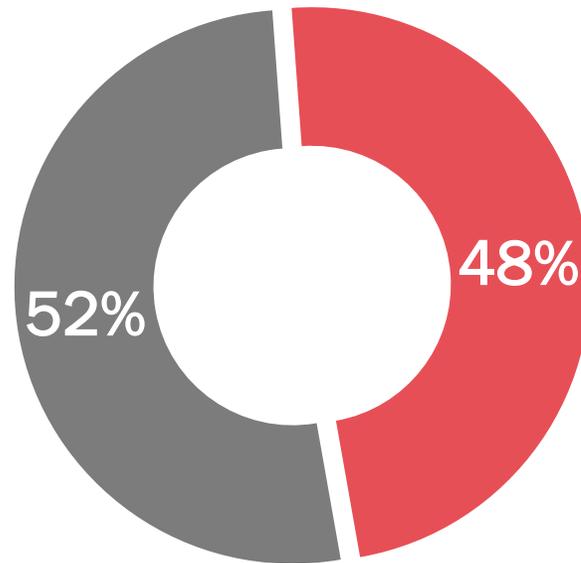
Q35. De nombreuses initiatives ont récemment vu le jour en matière de souveraineté et de Cloud de Confiance.

Vous sentez-vous concerné par ces sujets ?

Souveraineté et Cloud de Confiance

Oui, c'est un sujet de préoccupation pour mon entreprise

TPE / PME : 71%



Non, mon entreprise ne se sent pas concernée par ces sujets

Près des 2/3 des entreprises estiment que la sécurisation des données stockées dans le Cloud nécessite des outils spécifiques

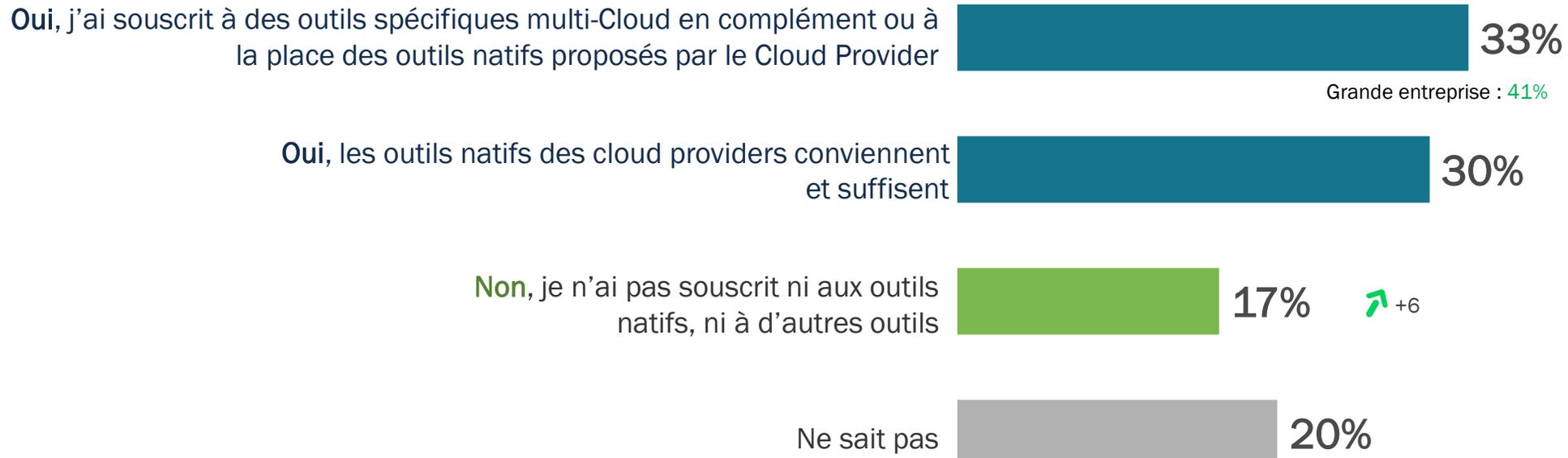


401 personnes

Q22b. D'après vous, la sécurisation des données stockées dans le Cloud requiert-elle des outils ou dispositifs spécifiques ?

... **63%** estiment que la sécurisation des données stockées dans le Cloud requiert des outils spécifiques

Grande entreprise : 70%



- Souveraineté : ce que disent nos membres
- **Où est le problème ?**
- Avons-nous les solutions ?
- Et la cyber dans tout cela ?
- Que faut-il faire ?

- Avant novembre 2024 les questions de souveraineté tournaient essentiellement autour des Lois extraterritoriales américaines : Cloud Act – Patriot Act - FISAet comment s'en protéger.
- On parlait (et on parle toujours) de données sensibles et de leur protection via des Clouds de Confiance, de SecNumCloud, de l'EUUS ...
- Les questions de dépendances étaient bien prégnantes mais ...
- Depuis l'élection de Trump, les questions se posent davantage en termes de disponibilité in fine des solutions et du prix que pourraient supporter les entreprises utilisatrices.

Selon une étude Asterès commanditée par le CIGREF en avril dernier :

- 80 % des dépenses numériques en Europe sont passées auprès des entreprises américaines.
- Les achats annuels de services cloud et logiciels des entreprises de l'Union européenne qui bénéficient à l'économie américaine s'élèvent à **264 milliards** d'euros.
- Ces dépenses totales cloud-logiciel, tous éditeurs confondus, représenteraient 400 milliards d'euros pour l'UE et 66 milliards par an pour la France.
- La facture numérique de l'Europe est comparable à celle de l'énergie atteignant 360 milliards d'euros en 2024.

Quelques projections de l'étude Asterès:

- Si 5 % des achats de services de cloud-logiciel des entreprises européennes adressés à des entreprises américaines étaient immédiatement réorientés vers une production européenne, il pourrait en résulter la création d'environ 178 000 emplois d'après les estimations d'Asterès.
- Les achats par les entreprises européennes de services de cloud-logiciel aux États-Unis génèrent, pour l'économie américaine, une empreinte totale estimée à 1,9 million d'emplois.
- Si l'Union européenne parvenait, en 2035, à produire 15 % des services de cloud-logiciel qu'elle achète actuellement aux États-Unis, il en résulterait 463 000 emplois supplémentaires dans l'Union européenne.

+ 30 %

- En 2024, les investissements en cybersécurité ont augmenté de 30% par rapport à 2023, atteignant 12,1 milliards d'euros répartis sur 687 levées.
- Les États-Unis restent largement en tête, tant en volume qu'en montant.
- L'Europe maintient son nombre de levées mais voit son poids financier reculer.
- Israël, affecté par le contexte géopolitique, chute de 13 % à 6 % des montants levés, au profit principalement des États-Unis.

Chiffres issus du 6^{ème} baromètre Tikehau Capital sur l'investissement européen en cybersécurité

QUID DE LA COMMANDE PUBLIQUE ?

- L'UGAP gère un marché cloud qui en 2024 a représenté 44 millions d'euros de commandes réparties comme suit :
 - OVH : 19,5 M€
 - Microsoft 8,1 M€
 - Outscale 3,7 M€
 - Scaleway 3,6 M€
 - AWS 2,2 M.
- Depuis l'application de la doctrine cloud, l'État a dépensé (en cumulé) 132 M€ dont une part importante va vers des acteurs européens [75% en 2024].
- Mais il existe d'autres véhicules d'achats sans qu'il n'y ait vraiment une vue consolidée à date.

- Souveraineté : ce que disent nos membres
- Ou est le problème ?
- **Avons-nous les solutions ?**
- Et la cyber dans tout cela ?
- Que faut-il faire ?

Dans le monde numérique au sens large, beaucoup d'acteurs sont présents. Rien que pour les offres cloud de confiance ayant le label SecNumcloud , on peut noter :

- Oodrive (SaaS – Oodrive Work, Oodrive Work Share, Oodrive Meet)
- Cloud Temple (IaaS – Secure Temple, PaaS Red Hat OpenShift)
- Outscale (IaaS – Cloud on Demand)
- OVHCloud (IaaS – Hosted Private Cloud powered by VMware)
- Whaller (SaaS – Whaller Donjon)
- Wordline (IaaS – Wordline Cloud Services)

Mais aucune offre ne peut réellement rivaliser avec les hyperscalers américains (à date!)

- Souveraineté : ce que disent nos membres
- Ou est le problème ?
- Avons-nous les solutions ?
- **Et la cyber dans tout cela ?**
- Que faut-il faire ?

En 2025, la France continue de créer des startups cyber mais le rythme décroît légèrement

179 (+11)
Startups

226 (+10)
structures

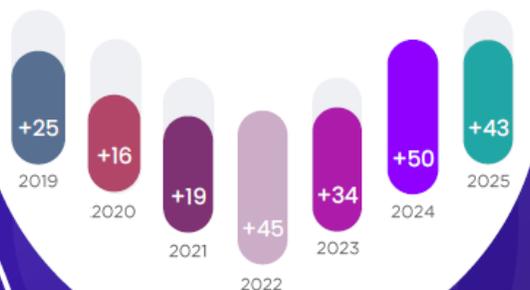
46 (+4)
Scale-ups
cyber en
France

1

Licorne

+43 (-7)

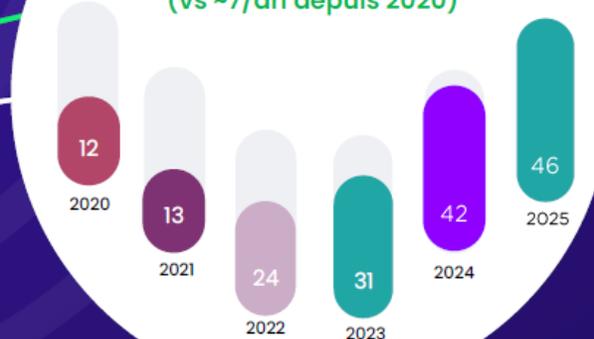
Nouvelles startups



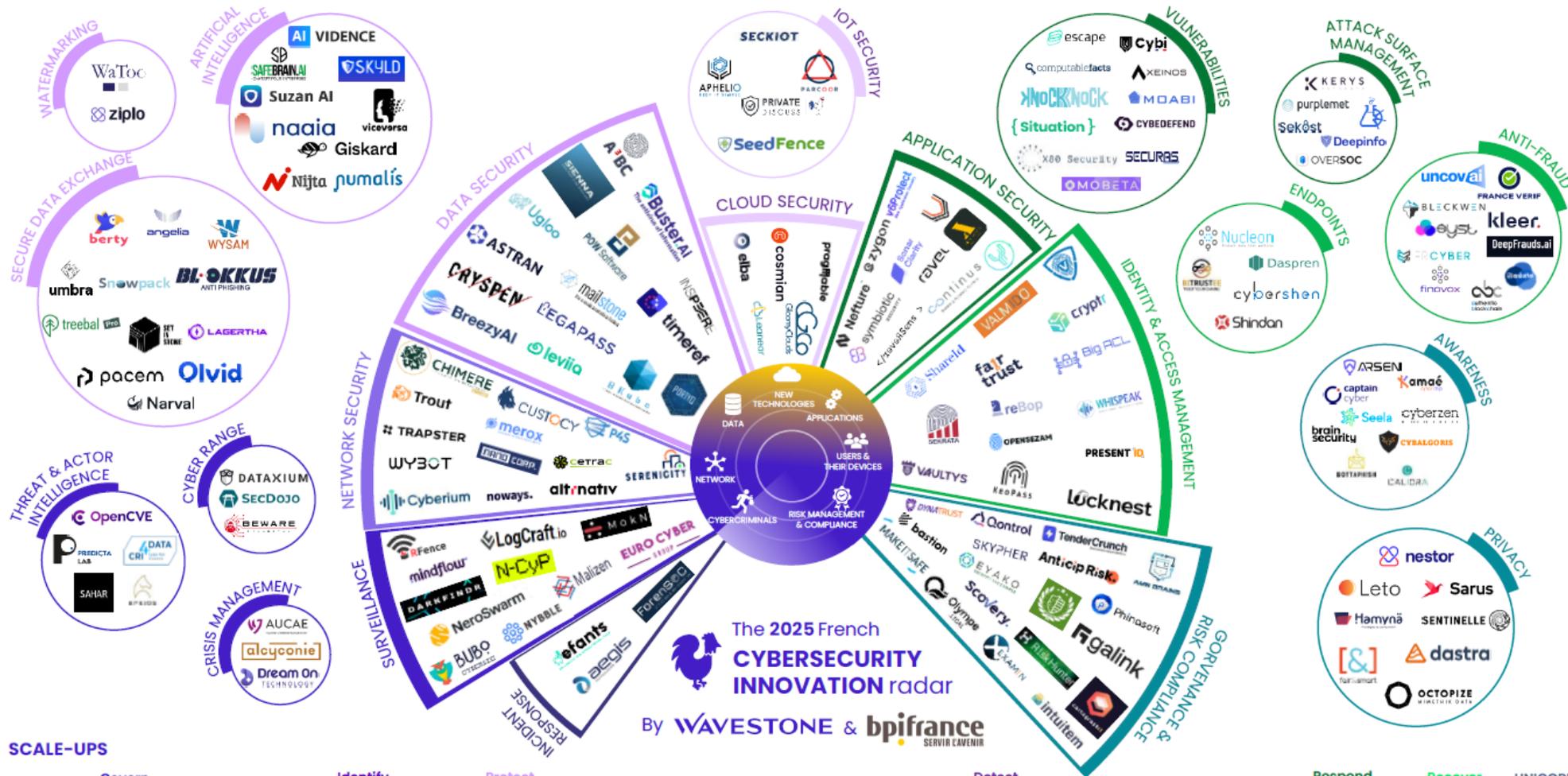
+4 (-7)

Scale-ups

(vs ~7/an depuis 2020)



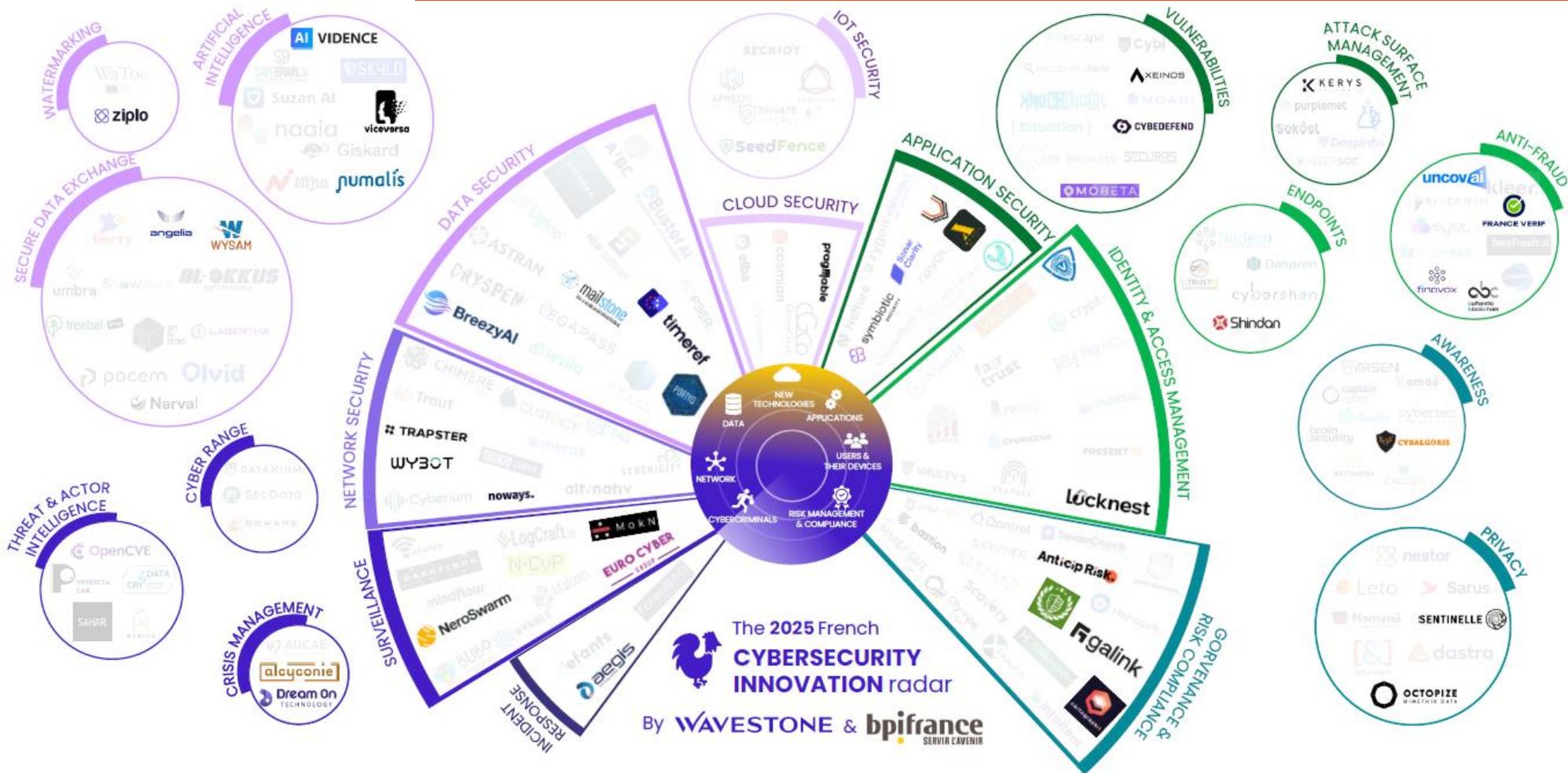
LES STARTUPS CYBER EN FRANCE SELON WAVESTONE ET BPI



SCALE-UPS



LES STARTUPS CYBER EN FRANCE SELON WAVESTONE ET BPI



43 nouveaux arrivants en particulier sur les thématiques :
Application Security (+5), Artificial Intelligence(+3), Anti-fraud (+4), Governance (+4), Vulnerability management (+3)

Sortie du radar des startups : un début de consolidation sur un marché de plus en plus concurrentiel

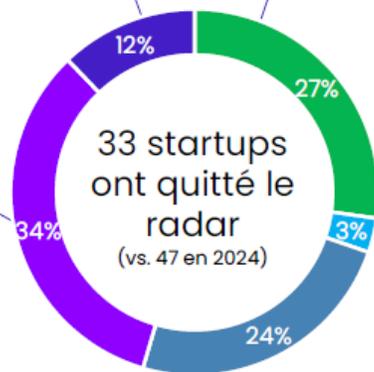
Vers les scale-ups (4 vs 10 en 2024)



> 7 ans d'ancienneté (9 vs 25 en 2024)



Liquidation ou cessation d'activité* (11 vs 10 en 2024)



> 35 employés (1 vs 1 en 2024)

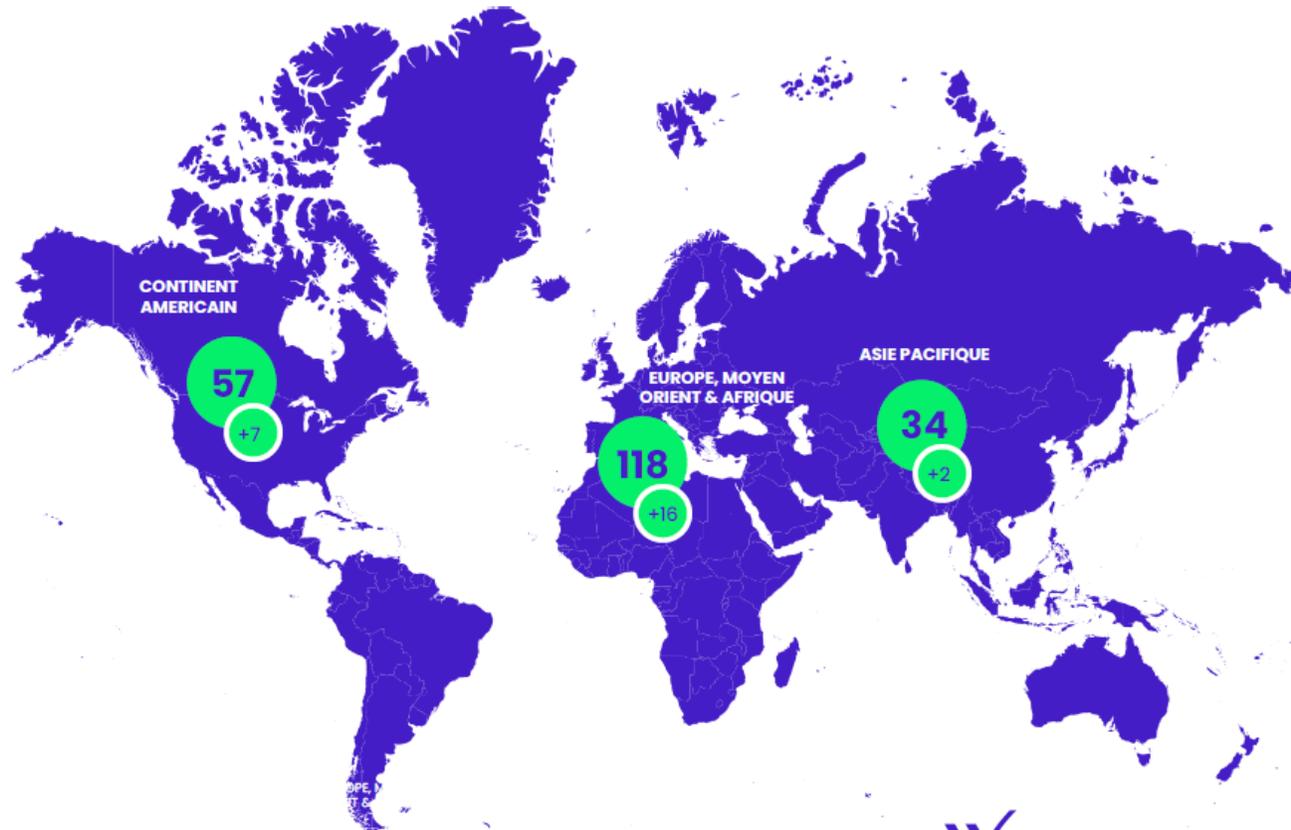


Rachats (8 vs 1 en 2024)

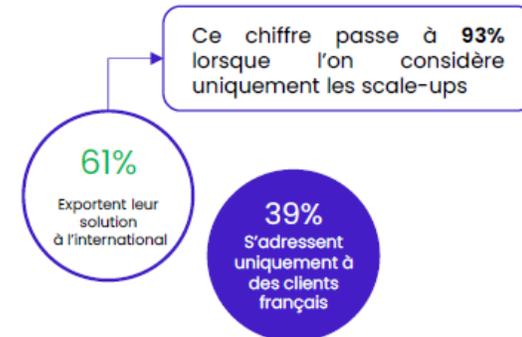


Une majorité des structures exportent leur produit, principalement en Europe

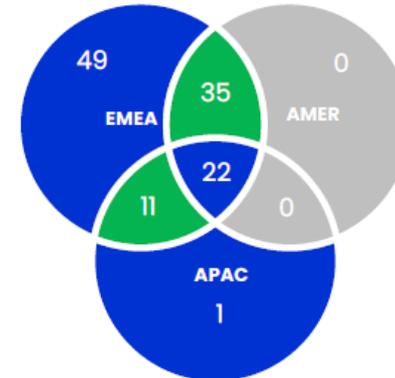
Pour les structures exportatrices, l'Europe demeure la principale destination pour l'export de leurs produits, avec une présence marquée (**118 structures**).



Nombre de structures réalisant des ventes par zone géographique



Si la logique d'internationalisation classique reste une progression EMEA-AMER-APAC, **11 structures ont adopté une stratégie intéressante** en ignorant le marché américain, très concurrentiel, pour focaliser leurs efforts sur l'Asie.



- Souveraineté : ce que disent nos membres
- Ou est le problème ?
- Avons-nous les solutions ?
- Et la cyber dans tout cela ?
- **Que faut-il faire ?**

QUE FAUT-IL FAIRE ? DE L'AGITATION AUX ACTES !

- L'Europe a été pendant 30 ans dans une posture de consommateur plutôt que de créateur. La situation géopolitique démontre que cela représente un piège majeur.
- Les règles que l'Europe s'est fixées entravent ses capacités à innover, à créer et à protéger ses champions.
- Sans parler de l'évasion fiscale organisée par l'Europe via l'Irlande qui profite largement aux entreprises américaines.
- De nombreuses organisations ont pris conscience des enjeux, se sont déjà lancés dans des actions très concrètes.
 - Les deux plus grosses villes du Danemark (Copenhague et Arrhus) ont démarré des chantiers de « sortie » de MS
 - La ville de Lyon se penche sur le libre

Pour accélérer la transition numérique souveraine le Gouvernement **propose 4 axes** :

- Créer un Observatoire de la Souveraineté numérique dès le mois de juillet afin de cartographier les risques de dépendance et d'évaluer les marges de manœuvre.
- Accélérer les formations car le numérique repose sur une politique ambitieuse de formation des talents.
- Protéger les données et garantir une concurrence loyale.
- Soutenir et développer l'offre française et européenne en investissant dans les entreprises technologiques de demain.

Plusieurs leviers sont proposés pour réussir.

- Mettre en place une préférence européenne dans les achats publics.
- Pour les achats privés accélérer le programme “Je choisis la French Tech” avec les grands groupes et startups d’ici 2027.



ET POUR FINIR LES 33 RECOMMANDATIONS DE L'IMA*

- Sous la pression d'une « guerre froide technologique » 300 organisations françaises – dont la quasi-totalité du CAC 40 – ont co-signé un manifeste de 33 recommandations pour regagner une souveraineté numérique trop longtemps différée.
- Objectif : bâtir enfin les conditions d'une autonomie numérique réaliste, soutenable, et surtout, stratégique.
- Ce manifeste est conçu comme un outil de réflexion pragmatique, fruit de deux enquêtes conduites auprès de 136 organisations adhérentes à l'IMA et d'une soixantaine de startups technologiques françaises, enrichies par des entretiens qualitatifs.
- Le manifeste propose d'agir à trois niveaux : européen, national et organisationnel.

* IMA : Innovation Makers Alliance – manifeste signé par 300 organisations françaises

ET POUR FINIR LES 33 RECOMMANDATIONS DE L'IMA (1)

1. Créer un **fonds d'investissement souverain à l'échelle européenne** pour soutenir les technologies critiques.
2. Mettre en place un **Small Business Act européen** pour favoriser les acteurs locaux dans la commande publique.
3. Organiser des filières technologiques souveraines autour de standards communs.
4. **Fédérer les marchés européens** pour garantir l'interopérabilité technologique.
5. Définir une politique industrielle volontariste sur les technologies stratégiques.
6. Renforcer la **coopération européenne** sur la souveraineté numérique.
7. **Simplifier l'accès aux marchés publics pour les startups souveraines.**
8. Créer un « bonus souveraineté » fiscal à l'achat de solutions européennes.
9. Centraliser les appels d'offres technologiques sur une plateforme dédiée.
10. Développer des **clauses de réversibilité** et d'exportabilité dans les contrats cloud.

ET POUR FINIR LES 33 RECOMMANDATIONS DE L'IMA (2)

11. Soutenir la montée en charge des solutions souveraines par des **commandes fermes**.
12. Encourager la création de consortiums technologiques souverains.
13. Soutenir les standards ouverts et interopérables.
14. Accompagner la certification de solutions souveraines.
15. Favoriser la formation continue dans les technologies critiques.
- 16. Soutenir les startups deeptech dans l'IA, le quantique, la cybersécurité.**
- 17. Renforcer les synergies entre startups, grands groupes et universités.**
18. Mettre en commun les besoins technologiques via une plateforme privée-publique.
19. Développer des data-spaces mutualisés pour l'IA et la cybersécurité.
20. Créer une IA défensive souveraine pour contrer les cyberattaques.
21. Renforcer la cybersécurité des infrastructures critiques avec des solutions européennes.

ET POUR FINIR LES 33 RECOMMANDATIONS DE L'IMA (3)

22. Imposer une assurance cyber obligatoire pour les entreprises.
23. Créer un **label de souveraineté** pour orienter les choix des acheteurs.
24. Lancer une **grande campagne de communication** sur la souveraineté numérique.
25. Favoriser la rétention des talents tech par des mesures incitatives.
26. Structurer la diplomatie économique européenne du numérique.
27. Stimuler les achats responsables dans les organisations publiques et privées.
28. Multiplier les projets communs à l'échelle européenne.
- 29. Développer un environnement fiscal attractif pour les entreprises souveraines.**
30. Mettre en place une régulation protectrice des données stratégiques.
31. Adopter des politiques de cloud hybride favorisant les clouds européens.
32. Encourager la mutualisation des infrastructures numériques souveraines.
- 33. Créer un observatoire indépendant de la souveraineté numérique.**

QUESTIONS ?